

Face à l'antisémitisme, sortir de la confusion

Jean-Yves Pranchère

La question des formes et des exigences de la lutte contre l'antisémitisme a été posée en Belgique, ces dernières semaines, par la remise au cinéaste Ken Loach d'un titre de docteur *honoris causa* de l'ULB. Alors que personne n'avait protesté contre la remise du même titre à Elisabeth Badinter, qui avait pourtant tenu des propos peu acceptables en faisant de Marine Le Pen la dernière défenseure de la laïcité, Ken Loach s'est retrouvé sous le feu de la critique pour des déclarations douteuses sur la nécessité de « discuter l'histoire » et pour le soutien qu'il semble bien accorder à la thèse qui sous-tend la pièce *Perdition* de son défunt ami Jim Allen : la thèse aberrante et indigne selon laquelle les « sionistes » auraient été complices de la Shoah dans le but d'assurer la fondation d'Israël.

Les conditions dans lesquelles s'est déroulée la polémique n'auront pas contribué à la clarté : les premières protestations lancées contre l'ULB se fondaient sur des accusations outrancières, faisant de Loach un militant entièrement dévoué à l'antisémitisme ; les articles qui se concentraient sur les véritables points de douleur (les entretiens de Loach sur *Perdition*) produisaient des accusations pertinentes qui restaient cependant indirectes ; l'intervention dans le débat d'un premier ministre se permettant de dénoncer les non-dits de Loach alors qu'il gouverne aux côtés de membres d'un parti qui ont expressément déclaré leur compréhension pour les collaborateurs flamands des nazis, ou même participé à leurs fêtes d'anniversaire, montra que l'indignation risquait d'être exploitée par des stratégies politiciennes indifférentes à la cause qu'elles prenaient pour prétexte¹.

Les critiques sincères adressées à Loach furent prises dans un piège qu'avaient contribué à construire des tribunes disproportionnées qui manquaient leur objet. Il était pleinement légitime de saisir l'occasion d'un événement (qui honorait une œuvre *cinématographique* comme telle irréprochable) pour interpeller publiquement Ken Loach sur le sens de sa défense d'une pièce aussi indéfendable que *Perdition*. Mais la voie entre le simple déni, la polémique par amalgame et la confusion des instrumentalisation ne fut pas trouvée.

Au même moment, la France nous a donné et nous donne d'autres figures de la

1 Pour une analyse de l'affaire et des principales prises de position, voir Vincent Engel « De quoi Ken Loach est-il le nom », paru dans *Le Soir* + du 28 avril [<http://plus.lesoir.be/153621/article/2018-04-28/chronique-de-quoi-ken-loach-est-il-le-nom>]. Sur l'intervention du premier ministre, voir *Le Soir* du 25 avril : « La sortie de Charles Michel sur Ken Loach, un acte de campagne électorale » [<http://www.lesoir.be/153362/article/2018-04-25/la-sortie-de-charles-michel-sur-ken-loach-un-acte-de-campagne-electorale>].

confusion. La lutte contre l'antisémitisme y est urgente : la France a connu, depuis plus d'une décennie, une série de crimes antisémites – crimes crapuleux adossés à des stéréotypes antisémites pour une part, crimes idéologiques commis au nom de l'antisémitisme pour une autre part – dont l'horreur ne permet pas d'atermoiements.

Le rôle spécifique de l'islamisme dans le climat qui rend possible ces meurtres ne doit pas être occulté. Il est tout autant nécessaire que la gauche réagisse à la tendance délétère – qu'illustre hélas Ken Loach – qui consiste à *dénier* la présence de l'antisémitisme en son propre sein pour ne pas avoir à le combattre frontalement. Attitude à laquelle il faut opposer que le combat contre l'antisémitisme constitue une exigence essentielle : on n'y ajoute pas de « mais » ; on n'y mêle pas la nécessaire critique du gouvernement israélien, pas plus qu'on n'excuserait des violences racistes en rappelant les violations des droits humains en Arabie saoudite ou ailleurs.

Mais cela ne peut pas servir de prétexte à des instrumentalisation islamophobes de l'horreur, qui prétendent expliquer le crime par une supposée essence de l'islam ou par la violence du Coran, comme si la violence des textes sacrés des autres monothéismes était moindre. Une récente tribune² donne l'exemple de ce genre de biais : la dénonciation d'un « nouvel antisémitisme » y sert à traiter *de facto* les musulmans comme une communauté étrangère qui devrait rendre des comptes sur ses textes sacrés. Une telle demande, qui remplace la défense de la laïcité par l'imposition d'une norme théologique officielle, prend le risque de substituer à la lutte contre l'antisémitisme la mise en scène d'une querelle religieuse, pour ne pas dire d'une guerre de religions. Elle oublie le rôle que jouent dans la diffusion de l'antisémitisme des activistes tels que Dieudonné et Soral, qui ne sont pas musulmans. Elle conduit à minorer la logique globale de la réactivation en Europe d'un antisémitisme dont le contenu n'a rien de neuf, mais trouve de nouveaux points d'appui dans les affects nationalistes que suscitent, comme leur contrepartie compensatoire, les politiques néolibérales de démantèlement de l'Etat social.

2 Paru dans *Le Parisien* du 21 avril [<http://www.leparisien.fr/societe/manifeste-contre-le-nouvelantisemitisme-21-04-2018-7676787.php>], ce « Manifeste contre le nouvel antisémitisme » réunit étrangement parmi ses signataires des républicains sincères, des stars du show-business peu qualifiées pour entrer dans des débats théologiques et des journalistes de la droite la plus identitaire.

Il a suscité deux réponses dans *Le Monde* du 3 mai. L'une [http://www.lemonde.fr/acces-restreint/idees/article/2018/05/03/7e63602da838aed113799be115a2fbd9_5293630_3232.html] demande que l'antisémitisme soit combattu « dans sa globalité » et *en commun*. L'autre, intitulée « Non, l'islam radical n'est pas seul responsable des agressions contre les juifs », constitue malheureusement un miroir inversé de la tribune qu'elle entend réfuter puisqu'elle impute au Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France) l'exacerbation de l'antisémitisme. Elle compare même les juifs français, qui quittent des quartiers où ils ne se sentent plus en sécurité, aux blancs de l'Afrique du sud post-apartheid quittant leur résidence pour fuir l'arrivée des noirs. Que certains des signataires (plus qu'estimables) de cette tribune n'aient pas vu l'indécence qu'il y avait à comparer des habitants juifs de quartiers populaires aux ex-bénéficiaires d'un régime de ségrégation raciale, voilà qui laisse songeur. Pour une mise au point factuelle, voir Nonna Meyer, « Antisémitisme, un état des lieux », publié le 16 mai sur AOC [<https://aoc.media/analyse/2018/05/16/antisemitisme-etat-lieux/>]

Il n'est pas surprenant qu'une droite et un centre désormais acquis au néolibéralisme, ou du moins impuissants à en contester sérieusement les politiques, refusent de voir que la destruction de la solidarité sociale et l'intronisation de la figure de « l'entrepreneur de soi » tendent à produire des individus qui méprisent l'égalité des droits, intériorisent la violence de la compétition, trouvent leur ressort dans la certitude de leur supériorité culturelle et ne conçoivent en conséquence plus d'autre identité collective que la *fierté nationale*. C'est en vertu d'une logique profonde, qui n'est paradoxale qu'en apparence, que les partis ultra-libéraux, aux Etats-Unis comme au Royaume-Uni, sont aussi les plus nationalistes. Il est davantage étonnant – mais d'autant plus révélateur – qu'une partie de la gauche, désireuse de combattre la logique néolibérale, ne soit pas sensible à cette logique qui lie la fierté nationaliste et la compétition généralisée³, en sorte qu'il est impossible de compter sur la première pour combattre la seconde.

Passons sur la forme la plus courante, à gauche, de cette insensibilité : celle qui consiste à tolérer que « l'antisémitisme » (terme trop équivoque, par quoi certains entendent le refus de la politique de colonisation israélienne, mais dont le sens le plus ordinaire est de refuser au seul Israël le droit à l'existence qu'on accorde par ailleurs à des Etats dont on accepte qu'ils soient nationalistes et dictatoriaux) ne soit que le drapeau d'un refus exclusivement *nationaliste* de l'existence même d'Israël et puisse ainsi devenir un cheval de Troie d'un antisémitisme qui ne dit pas son nom. La dénonciation de la situation faite aux Palestiniens n'a rien à gagner à de telles dérives qui contaminent le combat pour la justice par le retour de fantasmes délétères dont la gauche s'était débarrassée au moment de l'Affaire Dreyfus. Il serait urgent ici que la gauche anticapitaliste prenne connaissance des analyses de Moishe Postone, qui vient de mourir et nous laisse une œuvre décisive pour la compréhension des liens entre l'antisémitisme et le « fétiche Capital »⁴.

Mais l'aveuglement peut prendre une forme plus subtile et plus retorse dès lors que, sous le prétexte (d'ailleurs fondé) que le combat contre la dérive oligarchique du capitalisme exige un *affect* populiste (c'est-à-dire anti-oligarchique), on fait du populisme – compris comme l'affirmation du *peuple-nation* – le *tout* de la stratégie démocratique. Celle-ci se trouve alors réduite à un antagonisme d'autant plus dangereux qu'il est vide et peut cibler n'importe quel groupe : « nous, le corps national » contre « eux, les autres ». Ce schéma ne peut conduire à terme qu'à étouffer l'analyse

3 On se reportera ici aux analyses de Bruno Karsenti dans *Socialisme et sociologie* (écrit avec Cyril Lemieux, Paris, EHESS, 2017) qui s'appuie sur Polanyi pour montrer que le geste essentiel du nationalisme et du fascisme est d'élever le marché « au niveau d'une politique d'État » (p. 162-163).

4 Voir Moishe Postone, *Critique du fétiche capital. Le capitalisme, l'antisémitisme et la gauche*, traduit de l'anglais par Olivier Galtier et Luc Mercier, Paris, Puf, 2013. On se reportera à l'entretien donné par Postone au journal britannique *Solidarity* en 2010 sur « le sionisme, l'antisémitisme et la gauche », traduit par Stéphane Besson pour le site Palim Psao : <http://www.palim-psao.fr/article-lesionisme-l-antisemitisme-et-la-gauche-entretien-avec-moishe-postone-125085388.html>

sociale sous la dénonciation simpliste du « parti médiatique » ou du « système » (ce mot qui sert de nouvel asile à l'ignorance) et à remplacer les propositions d'une politique de l'égalité réelle des droits par l'affect aveugle de la haine des « élites », une haine qui risque de basculer dans la dénonciation des expertises scientifiques, des savoirs critiques et de la discussion rationnelle au nom du « bon sens populaire ».

Le projet même d'une *autonomie collective* – projet qui fait la différence d'une politique d'émancipation avec un libéralisme social qui s'en tient à la promotion des libertés individuelles – s'en trouve atteint : alors que le socialisme historique avait dénoncé les illusions de la « souveraineté », situé le cœur de la lutte politique dans le rapport social du capital et du travail, défini l'autonomie collective par une rationalité partagée dont le modèle est fourni par la répartition démocratique des tâches selon la « raison de l'atelier »⁵, la stratégie populiste remplace la « raison du peuple » par l'image de la toute-puissance d'une volonté unifiée qui serait une « catégorie politique totale », selon l'expression de Jean-Luc Mélenchon⁶. L'autonomie disparaît sous le fantasme de l'homogénéité.

Une note de blog de Jean-Luc Mélenchon du 2 avril, intitulée « le jour de la honte » (<https://melenchon.fr/2018/04/02/le-jour-de-la-honte/>), montre les effets de ce fantasme. Le chef de la France Insoumise y revient sur la Marche blanche du 28 mars en mémoire de Mireille Knoll, non pour y réfléchir sur les conditions de l'efficacité de la lutte contre l'antisémitisme, mais dans le seul but de s'indigner de la façon dont la Ligue de Défense juive l'a expulsé du cortège avant d'aller escorter Marine Le Pen, et d'en accuser le Crif.

L'attitude de la LDJ, groupuscule extrémiste et violent, interdit aux USA et en Israël, témoigne d'un triste tropisme en direction de ce qu'on pourrait appeler une *extrême droite Rebatet*, du nom de cet écrivain, d'abord collaborationniste et antisémite, qui devint pro-israélien après la Guerre des six jours par hostilité aux pays arabes et parce que l'existence d'Israël lui semblait un argument pour le départ des juifs français. Quant au Crif, il ne s'agit pas de le mettre à l'abri de la critique : de même que le Crif a le droit de dénoncer les discours de Mélenchon qualifiant de « communauté agressive » une communauté agressée, de même il est permis de dire que les engagements droitiers du Crif font de lui un mouvement partisan et situé sur l'échiquier politique, ce qui ne relève pas d'un « communautarisme », mais limite pour le moins sa représentativité.

Mais rien de cela ne justifie les termes employés par Jean-Luc Mélenchon. « Ce pays est à nous, les républicains », martèle-t-il, « aucune secte communautaire ne doit y avoir le dernier mot ». Le porte-parole autoproclamé d'un « nous » prétendument «

5 Sur cette dimension de la pensée socialiste, voir Frédéric Brahami, *La Raison du peuple*, Paris, Les Belles Lettres, 2016.

6 Ce sont les termes de sa discussion du 21 octobre 2016 avec Chantal Mouffe, <https://www.youtube.com/watch?v=FtriFMxsOWw>

républicain » décide à qui appartient le pays : « à nous », pas à eux. Eux : le « premier groupuscule ethnique venu ». Nous : la seule vraie communauté, celle du *communautarisme national*.

En une époque où le séparatisme le plus puissant est le séparatisme des hautes classes qui se soustraient à l'impôt par l'évasion fiscale ou s'organisent en « gated communities », certains dénoncent le seul « séparatisme islamiste »⁷. Jean-Luc Mélenchon décide de s'en prendre à ce qu'il imagine être un séparatisme juif. Il dénonce « la soumission au communautarisme », comme s'il existait un corps juif séparé, jouissant de privilèges et de droits distincts – car c'est là le sens propre de ce mot de communautarisme, que le débat politique français a instrumentalisé au point de lui retirer tout sens.

Ce mot biaisé lui sert de prétexte pour prendre un ton menaçant : « la masse du peuple français », gronde-t-il, « apprécie » peu la « singularité communautaire radicale » ; « le peuple français [...] n'aime pas le sectarisme communautariste. Et encore moins l'allégeance de principe à un gouvernement étranger et à sa politique quelle qu'elle soit. » Et il ajoute cette phrase stupéfiante à propos du président du Crif : « Kalifat et la LDJ ont fait plus pour l'antisémitisme à cette occasion que des dizaines de basses besognes des vecteurs antisémites. » On se demande qui sont ces Français à qui il suffit, pour devenir antisémites, d'apprendre que le Crif n'a pas traité Jean-Luc Mélenchon avec assez de déférence. Imputer l'antisémitisme, non pas aux antisémites et aux mécanismes idéologiques de leur haine, mais d'abord à « l'arrogance » des organisations juives, comme d'autres imputent le racisme, non pas aux racistes et aux structures de la discrimination, mais aux comportements des racisés : cette stratégie rhétorique était jusqu'ici réservée à la droite.

Jean-Luc Mélenchon précise – autre tour rhétorique emprunté à la droite qui se dit persécutée par le « politiquement correct » – qu'il a « la prudence de ne pas écrire davantage » de ce qu'il pense du « danger qu'est pour la patrie républicaine ce type de communautarisme ». Ce n'est qu'après cet inquiétant sous-entendu qu'il rappelle « notre devoir » de « faire échec » à l'antisémitisme : « les personnes de religion ou de culture juive en France [...] n'ont pas d'autre patrie, d'autres députés, d'autre gouvernement ni d'autre drapeau que celui du peuple français tout entier auquel ils participent. Il est interdit de les distinguer des autres personnes et à plus forte raison de les persécuter et molester à raison de leur religion ou de leurs mythes culturels identitaires. »

Étrange conception de la « patrie républicaine », qui stigmatise le judaïsme comme un « mythe culturel identitaire », réclame l'abolition de la binationalité et suggère qu'il faut refuser l'existence même d'une « communauté juive »... Le sens qui se dégage de ces lignes n'est pas loin d'être que l'attachement suspect des juifs à une

⁷ Ce fut l'objet d'une tribune parue le 21 mars dans Le Figaro : <http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2018/03/19/3100320180319ARTFIG00299-l-appel-des-100-intellectuels-contre-le-separatisme-islamiste.php>

identité désuète autorise à exiger qu'ils fassent la preuve de leur loyauté nationale en se rendant eux-mêmes *indistincts* et *invisibles*. Est-ce là un projet de lutte contre l'antisémitisme au nom de l'idéal de l'égalité? Il semblerait plutôt que les harmoniques du nationalisme barrésien, si prégnantes à droite dans les captations identitaires de l'idée républicaine et dans les discours qui font de « l'islam » le nouvel ennemi de l'Occident, se fassent aussi entendre à gauche. Or, il faut le dire hautement : il n'y a aucune nécessité à cela. La lutte pour l'égalité et pour la défense du commun contre les entreprises de privatisation n'a pas besoin de s'appuyer sur l'imaginaire du corps indivis de la nation uniforme.

Sans doute est-il temps de rappeler que ni le socialisme, ni le républicanisme social n'ont été des souverainismes : Marx n'emploie pas le mot de souveraineté ; Durkheim et Duguit y voient un mythe métaphysique. Au tournant du XXe siècle, la gauche avait trouvé son identité dans le combat universaliste du dreyfusisme, dans l'affirmation de la pleine *égalité des libertés* de conscience par la loi de 1905 et dans le projet de l'Etat social (dont Durkheim pensait qu'il devait dépasser l'échelon national). À la lutte des classes, elle avait donné *de facto* pour horizon un *socialisme des droits de l'homme*. Renoncer à cet idéal sous prétexte qu'il est mis aujourd'hui en échec par une marchandisation qui s'étend aux droits eux-mêmes, et lui substituer, sous le titre de « souverainisme » ou sous les noms usurpés de « républicanisme » et même de « populisme », le projet d'un peuple réunifié sous la norme d'une communauté nationale homogène ne présage aucun renouveau de la vitalité démocratique, mais plutôt d'inquiétantes régressions.

Précisément parce qu'il importe que se reconstitue une gauche sociale capable de maintenir, contre les tentations du nationalisme et du darwinisme social, un projet de justice globale, il convient de sortir de la confusion.

Jean-Yves Pranchère, professeur de théorie politique, Université libre de Bruxelles